

F. 96 — 2609

[C - 96/27674]

**24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les règles d'évaluation applicables à l'Institut scientifique de Service public (ISSEP)**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, et plus particulièrement l'article 17;
Vu le décret du 7 juin 1990 portant création de l'Institut scientifique de Service public en Région wallonne (ISSEP), et plus particulièrement l'article 10, § 2;

Vu l'accord donné par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, en date du 10 octobre 1996;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation et du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, des Relations internationales et du Sport,

Arrête :

Article 1^{er}. Les règles d'évaluation sont énumérées dans l'ordre de présentation du bilan, en commençant par les rubriques de l'actif, pour terminer par celles du passif.

Les règles applicables aux monnaies étrangères sont reprises à l'article 5.

Art. 2. Les règles d'évaluation doivent être identiques, d'un exercice à l'autre, sans modification, sauf si l'évolution des circonstances interdit la poursuite de leur utilisation; dans ce cas, une mention spéciale est faite si le changement a des conséquences significatives.

Art. 3. § 1^{er}. a) Les immobilisations (corporelles et incorporelles) sont enregistrées au prix d'acquisition (soit le prix d'achat et les frais accessoires tels que les frais de transport et d'installation) ou de revient.

Elles font l'objet d'amortissements ou de réduction de valeur, selon les taux repris dans le tableau ci-dessous :

Compte	Intitulé	Taux	Mode	Remarque
211100	Logiciels	33,3	Linéaire	
220000	Terrain Liège	0	Linéaire	
220100	Terrain Colfontaine	0	Linéaire	
221000	Bâtiment Liège	5,0	Linéaire	
221000	Bâtiment Colfontaine	5,0	Linéaire	
221200	Aménagement Liège	10,0	Linéaire	
230000	Installation machines outillage	20,0	Linéaire	
230100	Matériel scientifique	20,0	Linéaire	
230200	Machines de jardinage	20,0	Linéaire	
240000	Mobilier	20,0	Linéaire	
240100	Matériel de bureau	20,0	Linéaire	
241000	Matériel informatique	20,0	Linéaire	avant 1991
		33,3	Linéaire	après 1991
243000	Matériel roulant	20,0	Linéaire	
251000	Leasing aménagement Liège	20,0	Linéaire	
251100	Leasing matériel scientifique	20,0	Linéaire	
252100	Leasing matériel de bureau	20,0	Linéaire	
252200	Leasing matériel informatique	33,3	Linéaire	
252300	Leasing matériel roulant	20,0	Linéaire	

Les frais d'acquisition de terrain font l'objet d'une réduction de valeur complète l'année de leur acquisition.

Les immobilisations corporelles pourront cependant faire l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels, lorsqu'en raison de leur altération ou de modification de circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation par l'Institut.

Les immobilisations font l'objet de réévaluations quinquennales calculées sur base de l'indice ABEX.

b) Le cautionnement pour les immobilisations financières se fait en numéraire : cautionnement qui est versé au titre de garanties permanentes, notamment auprès d'administrations ou d'entreprises de services publics et enregistré à leur valeur nominale.

§ 2. a) Les matières premières et les matières consommables sont évaluées à leur prix d'acquisition ou au prix du marché, si celui-ci est inférieur. Le prix d'acquisition résulte de la méthode LIFO.

Les stocks font l'objet de réductions de valeur pour tenir compte d'aléas justifiés par la nature des biens. Ces réductions seront annulées ou réduites par le compte de résultats lorsqu'elles se révéleront excédentaires à la fin d'un exercice ultérieur.

Les comptes sont mis en concordance une fois l'an avec l'inventaire, à réaliser en fin d'exercice.

b) Les contrats en cours d'exécution sont valorisés au prix de revient calculé sur base de la méthode des coûts directs, fixes et variables; l'excédent du prix stipulé au contrat par rapport au coût de revient ainsi fixé sera incorporé à ce coût, compte tenu du degré d'avancement du contrat, lorsque cet excédent est devenu raisonnablement certain.

Le calcul de cette incorporation se fera sur base de la méthode de l'avancement physique du contrat.

Pour les contrats CECA/CEE, il est procédé de la manière suivante :

— les achats de fournitures et approvisionnements sont valorisés : sur base du prix de revient des matières et des coûts auxquels on ajoute l'amortissement des investissements spécifiques au contrat;

— les prestations ISSEP sont valorisées : sur base du taux horaire du personnel ayant travaillé sur le projet, taux calculé au prix de revient majoré de 10,0 % au titre des charges administratives;

— les prestations de sous-traitants sont valorisées : sur base des factures reçues.

Les commandes en cours CECA/CEE sont ensuite calculées sur base du taux d'intervention de la CECA/CEE, à savoir 60,0 % du coût total.

Les facturations et les déclarations de créances relatives à ces contrats sont comptabilisées en acomptes, au passif du bilan, jusqu'à l'exécution complète du contrat.

Si le coût de revient, ainsi déterminé, majoré des coûts qui doivent encore être exposés, dépasse le prix du contrat, une réduction de valeur sera actée à concurrence de ce dépassement.

Une provision pour charges sera constituée, à concurrence de l'écart, si à la clôture de l'exercice, les réductions de valeur déterminées ci-dessus, sont supérieures au coût de revient pris en compte.

c) Les créances à un an ou plus font l'objet de réduction de valeur, si leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur nominale. Il en est ainsi pour des créances relatives à des clients situés dans des pays à risques, pour des créances libellées en devises ayant été dévaluées ou dont le débiteur est en faillite ou dont la solvabilité est amoindrie.

Les réductions de valeur ne pourront être maintenues s'il apparaît qu'elles excèdent, en fin d'exercice, une appréciation actuelle de risque de pertes sur débiteurs. Dans ce cas, les reprises de réduction de valeur figureront au compte de résultat de l'exercice.

Les règles d'évaluation aux monnaies étrangères leur sont applicables.

d) Les placements de trésorerie sont comptabilisés à leur valeur nominale.

e) Les valeurs disponibles sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les règles d'évaluation des monnaies étrangères leur sont applicables.

f) Les charges à reporter et les produits acquis sont évalués à leur prix d'acquisition. Les comptes de régularisation sont soumis aux règles d'évaluation des monnaies étrangères.

Art. 4. § 1^{er}. Sur base de l'article 48, 19^e de l'arrêté royal du 12 septembre 1993 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1973 relatif aux comptes annuels, sont portés dans la rubrique subsides, les subsides en capital obtenus des pouvoirs publics en considération d'investissements en immobilisations.

Ils font l'objet d'une réduction annuelle, par imputation à la rubrique 4 C « autres produits financiers », au rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition desquelles ils ont été obtenus, et le cas échéant, à concurrence du solde, en cas de résiliation ou de mise hors service de ces immobilisations.

Les subsides d'exploitation doivent être repris selon leur nature à la rubrique « I.D. autres produits d'exploitation » ou à la rubrique « IV.C autres produits financiers » lorsqu'ils visent à couvrir des charges financières.

§ 2. Les provisions pour risques et charges permettent de prévoir de grosses réparations en ce qui concerne les bâtiments et le matériel ainsi que de prévoir le contentieux juridique et les charges générées par les pensions et pré-pensions.

Elles sont constituées en vue de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais dont le montant ne peut être qu'estimé.

Dans le cas où ces provisions excèdent, en fin d'exercice, l'appréciation actuelle des montants à couvrir, la partie excédentaire est reprise au crédit du compte de résultats.

Les dépenses en liaison avec ces provisions sont couvertes par priorité par prélèvement sur celles-ci.

§ 3. Les dettes de plus d'un an sont reprises pour leur valeur nominale. Les règles d'évaluation des monnaies étrangères leur sont applicables; ces comptes sont corrigés en fonction de l'inventaire.

§ 4. Les dettes à un an ou plus sont classées en :

A. dettes à plus d'un an échéant dans l'année qui comprennent les leasings et les remboursements d'emprunts effectués auprès des établissements de crédit;

B. dettes financières dont les soldes d'emprunts sont effectués auprès d'établissements de crédit;

C. dettes commerciales : qui sont inscrites à leur valeur nominale. Les règles d'évaluation des monnaies étrangères leur sont applicables. Ces comptes sont corrigés en fonction de l'inventaire;

D. acomptes reçus sur commandes : qui comprennent les sommes réellement reçues ou facturées et couvrant les encours comptabilisés sur les contrats;

E. dettes fiscales (T.V.A. et précompte professionnel), salariales (rémunérations nettes du mois de décembre et provision pour pécule) ou sociales (ONSS).

§ 5. Les prorata de charges à payer sont calculés de façon identique d'exercice à exercice. Ces comptes sont soumis aux règles d'évaluation des monnaies étrangères. Ces comptes sont établis en fonction de l'inventaire.

Art. 5. Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées pour leur contre-valeur en francs belges au cours du mois de l'opération.

Pour la clôture de l'exercice, les cours de change utilisés sont :

1. pour les créances, le dernier cours de l'exercice si celui-ci est inférieur au cours comptabilisé; sinon, la valeur nominale n'est pas modifiée;

2. pour les dettes, le dernier cours de l'exercice si celui-ci est supérieur au cours comptabilisé; sinon la valeur nominale n'est pas modifiée.

Le cours du marché est utilisé tant pour les opérations commerciales que pour les opérations financières.
Le cours acheteur est utilisé pour les éléments d'actif, tandis que le cours vendeur est utilisé pour les éléments du passif.

Art. 6. Les Ministres de la Recherche et du Développement technologique et du Budget et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 octobre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
des Relations internationales et du Sport,
J.-P. GRAFE

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 2609

[C - 96/2767A]

**24. OKTOBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festsetzung der auf das « Institut scientifique de Service public » (ISSEP)
(wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) anwendbaren Veranschlagungsregeln**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Oktober 1976 über die Jahresabrechnungen der Unternehmen, insbesondere des Artikels 17;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines « Institut scientifique de Service public » (ISSEP) in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 10 § 2;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des am 10. Oktober 1996 abgegebenen, günstigen Gutachtens der Finanzinspektion;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung und des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Veranschlagungsregeln sind nach der Bilanzgliederung aufgeführt, wobei die Rubriken der Passivseite nach den Rubriken der Aktivseite kommen.

Die auf Fremdwährungen anwendbaren Bestimmungen stehen in Artikel 5.

Art. 2 - Die Veranschlagungsregeln müssen von einem Rechnungsjahr zum anderen gleich bleiben, ohne Änderungen, außer wenn die Entwicklung der Umstände die Fortsetzung ihrer Anwendung verhindert; falls die Änderung bedeutungsvolle Folgen hat, muß sie besonders erwähnt werden.

Art. 3 - § 1. a) Das (materielle und immaterielle) Anlagevermögen wird zum Anschaffungspreis (d.h. dem Kaufpreis einschließlich der Nebenkosten wie z.B. Beförderungs- und Einrichtungskosten) oder zum Selbstkostenpreis eingetragen.

Es ist Gegenstand von Abschreibungen oder Wertminderungen nach den in der nachstehenden Tabelle angeführten Sätzen:

Konto	Kontobezeichnung	Satz	Methode	Anmerkung
211100	Software	33,3	Linear	
220000	Grundstück Lüttich	0	linear	
220100	Grundstück Colfontaine	0	linear	
221000	Gebäude Lüttich	5,0	linear	
221000	Gebäude Colfontaine	5,0	linear	
221200	Raumgestaltung Lüttich	10,0	linear	
230000	Maschinen- und Werkzeugeinrichtung	20,0	linear	
230100	Wissenschaftliches Materialue	20,0	linear	
230200	Gartengeräte	20,0	linear	
240000	Mobiliar	20,0	linear	
240100	Büromaterial	20,0	linear	
241000	Datenverarbeitungsanlagen	20,0	linear	vor 1991
		33,3	linear	nach 1991
243000	Rollendes Material	20,0	linear	

Konto	Kontobezeichnung	Satz	Methode	Anmerkung
251000	Leasing für Raumgestaltung Lüttich	20,0	linear	
251100	Leasing des wissenschaftlichen Materials	20,0	linear	
252100	Leasing des Büromaterials	20,0	linear	
252200	Leasing der Datenverarbeitungsanlagen	33,3	linear	
252300	Leasing des rollenden Materials	20,0	linear	

Die Kosten für die Anschaffung von Grundstücken sind Gegenstand einer vollständigen Wertminderung im Jahre der Anschaffung.

Das Sachanlagevermögen kann jedoch Gegenstand zusätzlicher oder außerordentlicher Abschreibungen sein, wenn sein Buchwert wegen der Beeinträchtigung oder der Abänderung der wirtschaftlichen oder technologischen Umstände den durch das Institut angewendeten Gebrauchswert übersteigt.

Das Anlagevermögen ist Gegenstand von fünfjährigen Aufwertungen aufgrund des ABEX-Indexes;

b) Die sich auf das finanzielle Anlagevermögen beziehende Bürgschaft wird in bar geleistet; die Bürgschaft wird als ständige Garantie insbesondere bei Verwaltungen oder öffentlichen Unternehmen bezahlt und in Höhe ihres Nennwerts eingetragen;

§ 2. a) Rohstoffe und verbrauchbare Betriebsstoffe werden mit ihrem Anschaffungspreis oder dem Marktpreis, wenn dieser niedriger ist, veranschlagt. Der Anschaffungspreis wird nach der LIFO-Methode berechnet.

Die Lagerbestände sind Gegenstand von Wertminderungen, um den durch die Beschaffenheit der Güter begründeten Risiken Rechnung zu tragen. Diese Wertminderungen werden durch die Erfolgsrechnung annulliert oder verringert, falls sie sich am Ende eines späteren Rechnungsjahres als überschüssig erweisen.

Die Konten werden einmal pro Jahr mit dem am Jahresabschluß aufzustellenden Inventar in Übereinstimmung gebracht.

b) Die in der Ausführung begriffenen Verträge werden zum Selbstkostenpreis nach der Methode der direkten, festen und variablen Kosten berechnet; der überschüssige Betrag des vertraglichen Preises im Vergleich zu den so festgesetzten Selbstkosten wird in diese Kosten einkalkuliert, unter Berücksichtigung des jeweiligen Fortschrittsstandes der Vertragsabwicklung, wenn man davon ausgehen kann, daß dieser Überschuß sicher geworden ist.

Diese Einkalkulierung wird nach der Methode des physischen Fortschritts der Vertragsabwicklung berechnet.

Was die EGKS/EWG-Verträge betrifft, wird folgenderweise vorgegangen:

Die Anschaffungen und Käufe von Materialien werden aufgrund des Selbstkostenpreises der Güter und der Kosten, denen die Abschreibung der vertragsspezifischen Investitionen hinzugerechnet wird, veranschlagt.

Die ISSEP-Leistungen werden aufgrund der Stundensätze des am Projekt beteiligten Personals veranschlagt; diese Sätze entsprechen dem Selbstkostenpreis, der zur Deckung der Verwaltungskosten um 10,0 % aufgeschlagen wird;

Die Leistungen von Unterlieferanten werden aufgrund der erhaltenen Rechnungen bewertet.

Die EGKS/EWG laufenden Bestellungen werden anschließend aufgrund des EGKS/EWG-Beteiligungssatzes, d.h. 60,0 % der Gesamtkosten, berechnet.

Die Rechnungen und die Forderungserklärungen bezüglich dieser Verträge werden bis zur vollständigen Erfüllung des Vertrags als Abschlagszahlungen auf die Passivseite verbucht.

Wenn der so festgesetzte, um die Kosten, die noch entstehen werden, aufgeschlagene Selbstkostenpreis den Vertragspreis übersteigt, wird eine Wertminderung in Höhe dieser Überschreitung beurkundet.

Es werden Rückstellungen bis zur Höhe dieses Wertunterschieds gebildet, wenn die oben festgesetzten Wertminderungen am Abschluß des Rechnungsjahres dem berücksichtigten Selbstkostenpreis überlegen sind.

c) Der Wert der mit einer Frist von mindestens einem Jahr versehenen Forderungen wird herabgesetzt, wenn ihr Realisierungswert am Abschluß des Rechnungsjahres niedriger als ihr Nennwert ist. Dies gilt auch für Forderungen bezüglich Kunden aus risikoreichen Ländern, für Forderungen, die auf abgewertete Währungen ausgestellt sind, für Forderungen, deren Schuldner in Konkurs geraten oder kaum zahlungsfähig ist.

Die Wertminderungen können nicht erhalten werden, wenn sie eine aktuelle Schätzung des Debitorenverlustrisikos am Abschluß des Rechnungsjahres übersteigen. In diesem Fall werden die Rücknahmen der Wertminderung in den Erfolgskonten des Rechnungsjahres aufgenommen.

Die Bewertungsregeln der Fremdwährungen finden auf sie Anwendung.

d) Die Barmittelanlagen werden zu ihrem Nennwert verbucht.

e) Die flüssigen Werte werden zu ihrem Nennwert verbucht. Die Bewertungsregeln der Fremdwährungen finden auf sie Anwendung.

f) Der Lastenvortrag und die erworbenen Produkte werden mit ihrem Anschaffungspreis veranschlagt. Die Ausgleichskonten sind den für Fremdwährungen gültigen Bewertungsregeln unterworfen.

Art. 4 - § 1. Aufgrund des Artikels 48, 19° des Königl. Erlasses vom 12. September 1993 zur Abänderung des Königl. Erlasses vom 8. Oktober 1973 bezüglich der Jahresabrechnungen werden die von den öffentlichen Behörden in Ansehung von Investitionen in Anlagevermögen erhaltenen Kapitalzuschüsse in die Rubrik der Zuschüsse eingetragen.

Sie sind Gegenstand einer jährlichen Wertminderung, die auf die Rubrik 4 G «sonstige Finanzerträge» angerechnet wird, und zwar im Rhythmus der Übernahme der Abschreibungen, die sich auf das Anlagevermögen, für dessen Anschaffung sie erhalten wurden, beziehen, und gegebenenfalls bis zur Höhe des Restbetrags, falls das Anlagevermögen gekündigt oder außer Betrieb gestellt wird.

Die Betriebszuschüsse müssen je nach ihrer Eigenart in die Rubrik «I.D. sonstige Betriebserträge», oder in die Rubrik «IV.C sonstige Finanzerträge» wenn sie danach streben, Finanzkosten zu decken, eingetragen werden.

§ 2. Die Rückstellungen für Risiken und sonstige Lasten ermöglichen, Großreparaturen an Gebäuden und Material sowie Rechtsstreitsachen und die durch die Alters- und Vorruhestandsrenten erzeugten Kosten vorzusehen.

Sie werden gebildet, um sachlich klar abgegrenzte Verluste oder Lasten zu decken, die am Abschluß des Rechnungsjahrs aber vermutlich oder sicherlich fällig sein werden, und deren Betrag jedoch nur abgeschätzt werden kann.

Falls diese Rückstellungen am Abschluß des Rechnungsjahrs die gegenwärtige Abschätzung der zu deckenden Beträge übersteigen, wird der Überschuß dem Erfolgskonto zugerechnet.

Die Ausgaben in Verbindung mit diesen Rückstellungen werden vorzugsweise durch Entnahmen aus diesen Rückstellungen gedeckt.

§ 3. Die mit einer Frist von mehr als einem Jahr versehenen Schulden werden zu ihrem Nennwert übernommen. Die für die Bewertung von Fremdwährungen gültigen Bestimmungen finden auf sie Anwendung; diese Konten werden unter Berücksichtigung des Inventars korrigiert.

§ 4. Die ein- oder mehrjährigen Schulden werden folgenderweise eingegliedert:

A. Mit einer Frist von mehr als einem Jahr versehene Schulden, die im Laufe des Jahres fällig werden und die die Leasings und die bei Kreditanstalten geleisteten Anleiheablösungen enthalten;

B. Finanzschulden, deren Anleihesalden bei Kreditanstalten geleistet werden;

C. Geschäftsschulden, die zu ihrem Nennwert eingetragen werden. Die Bewertungsregeln der Fremdwährungen finden auf sie Anwendung. Diese Konten werden unter Berücksichtigung des Inventars korrigiert;

D. Erhaltene Anzahlungen für erteilte Aufträge, die die effektiv erhaltenen oder in Rechnung gestellten Beträge enthalten und die in den Verträgen verbuchten Verbindlichkeiten decken;

E. Steuerschulden (Mehrwertsteuer und Gewerbesteuer vorauszahlung), Lohnschulden (Nettogehalte von Dezember und Rückstellung für Urlaubslohn) oder Sozialschulden (Landesamt für soziale Sicherheit).

§ 5. Die Anteile der zu zahlenden Lasten werden von einem Rechnungsjahr zum anderen auf gleiche Weise berechnet. Diese Konten werden den für Fremdwährungen gültigen Bewertungsregeln unterworfen. Diese Konten werden unter Berücksichtigung des Inventars aufgestellt.

Art. 5 - Die Valutageschäfte werden in Höhe ihres Gegenwerts in Belgischen Francs im Laufe des Monats des Geschäfts eingetragen.

Am Abschluß des Rechnungsjahrs sind die folgenden Wechselkurse gültig:

1. für Forderungen: der letzte Kurs des Rechnungsjahrs, wenn dieser niedriger als der verbuchte Kurs ist; sonst wird der Nennwert nicht geändert;

2. für Schulden: der letzte Kurs des Rechnungsjahrs, wenn dieser höher als der verbuchte Kurs ist; sonst wird der Nennwert nicht geändert;

Der Marktkurs gilt sowohl für Handelsgeschäfte als auch für Finanzgeschäfte.

Der Kaufkurs gilt für die Aktiva, und der Verkaufskurs gilt für die Passiva.

Art. 6 - Der Minister der Forschung und der Technologischen Entwicklung und der Minister des Haushalts und der Finanzen werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Oktober 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 96 — 2609

[C - 96/27674]

24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de schattingsregels toepasselijk op het « Institut scientifique de Service public » (Wetenschappelijk Openbaar Instituut) (ISSEP)

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de bedrijven, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het « Institut scientifique de Service public » (Wetenschappelijk Instituut van Openbare Dienst voor het Waalse Gewest) (ISSEP), inzonderheid op artikel 10, § 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 oktober 1996;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Internationale Betrekkingen en Sport,

Besluit :

Artikel 1. De schattingsregels worden opgesomd volgens de orde van de balansvoorstelling, te beginnen met de rubrieken van de activa om te eindigen met die van de passiva.

De regels toepasselijk op vreemde munten zijn vermeld in artikel 5.

Art. 2. De schattingsregels moeten hetzelfde zijn van een boekjaar tot een ander, zonder te worden gewijzigd, behalve indien de evolutie van de omstandigheden hun verder gebruik verbiedt; in dat geval is er een speciale verklaring wanneer de wijziging duidelijke gevolgen heeft.

Art. 3. § 1. a) De (materiële en immateriële) activa worden geregistreerd volgens hun koopprijs (hetzij de aankoopprijs + de bijhorige kosten zoals vervoers- en plaatsingskosten) of kostprijs.

Zij zijn het onderwerp van amortisaties of waardeverminderingen overeenkomstig het coëfficiënt vermeld in de hierna volgende tabel :

Rekening	Opschrift	Coëfficiënt	Aard	Opmerking
211100	Software	33,3	Lineair	
220000	Terrein Luik	0	Lineair	
220100	Terrein Colfontaine	0	Lineair	
221000	Gebouw Luik	5,0	Lineair	
221000	Gebouw Colfontaine	5,0	Lineair	
221200	Inrichting Luik	10,0	Lineair	
230000	Installatie van machines en gereedschap	20,0	Lineair	
230100	Wetenschappelijk materieel	20,0	Lineair	
230200	Tuingereedschap	20,0	Lineair	
240000	Meubilair	20,0	Lineair	
240100	Bureaubenodigdheden	20,0	Lineair	
241000	Informaticabenodigdheden	20,0	Lineair	voor 1991
		33,3	Lineair	na 1991
243000	Rollend materieel	20,0	Lineair	
251000	Leasing inrichting Luik	20,0	Lineair	
251100	Leasing wetenschappelijk materieel	20,0	Lineair	
252100	Leasing bureaubenodigdheden	20,0	Lineair	
252200	Leasing informaticabenodigdheden	33,3	Lineair	
252300	Leasing rollend materieel	20,0	Lineair	

De koopkosten van terreinen zijn het onderwerp van een volledige waardevermindering tijdens het jaar van hun aankoop.

De materiële activa kunnen echter het onderwerp worden van bijkomende of buitengewone amortisaties indien hun balanswaarde hoger is dan hun gebruikswaarde door het Instituut wegens hun verandering of wegens de wijziging van de economische of technologische omstandigheden.

De activa worden om de vijf jaar opnieuw geëvalueerd op grond van het ABEX-indexcijfer.

b) Er is een geldelijke borgstelling voor de financiële vastleggingen : borgstelling gestort als vaste waarborgen, inzonderheid bij besturen of openbare bedrijven en geregistreerd volgens hun nominale waarde.

§ 2. a) De grondstoffen en de goederen geschikt voor consumptie worden geschat volgens hun koopprijs of hun marktprijs indien deze lager is. De koopprijs is het resultaat van de LIFO-methode.

De stocks zijn het onderwerp van waardeverminderingen om rekening te houden met de risico's verbonden aan de aard van de goederen. Deze verminderingen worden geannuleerd of verminderd door de resultatenrekening wanneer zij als overschot beschouwd worden op het einde van een later boekjaar.

De rekeningen worden eens per jaar in overeenstemming gebracht met de op het einde van het boekjaar op te stellen inventaris.

b) De in uitvoering zijnde contracten worden gevaloriseerd volgens de kostprijs berekend op grond van de methode van de rechtstreekse, vaste en variabele kosten; het te veel van de prijs bepaald in het contract ten opzichte van de als vastgestelde kostprijs wordt bij deze prijs inbegrepen, rekening houdend met de vordering van het contract indien dit excedent redelijk zeker is geworden.

De berekening van deze incorporatie gebeurt op grond van de methode van de werkelijke vordering van het contract.

Wat de EGKS/EEG-contracten betreft, wordt er als volgt gehandeld :

— de aankopen van leveringen en bevoorradingen worden gevaloriseerd op grond van de kostprijs van de goederen en van de kosten waarbij de amortisatie van de aan het contract specifieke investeringen bijgerekend wordt;

— de prestaties van ISSEP worden gevaloriseerd op grond van het uurtarief van het personeel dat aan het project meegewerkt heeft, hetwelk tarief berekend is tegen de kostprijs vermeerderd met 10,0 % voor administratiekosten;

— de prestaties van de onderaanbesteders worden gevaloriseerd op grond van de ontvangen facturen.

De lopende EGKS/EEG-bestellingen worden daarna berekend op grond van het tussenkomstpercentage van EGKS/EEG, hetzij 60,0 % van de totaalkosten.

De facturaties en de schuldvorderingen betreffende deze contracten worden berekend als voorschotten in de passiva van de balans tot de volledige uitvoering van het contract.

Indien de aldus bepaalde kostprijs, vermeerderd met de nog voor te leggen kosten, hoger is dan de prijs van het contract, wordt er akte genomen van een waardevermindering ten belope van deze overschrijding.

Een provisie voor lasten wordt aangelegd ten belope van het verschil indien, bij de afsluiting van het boekjaar, de hierboven vastgestelde waardeverminderingen hoger zijn dan de in acht genomen kostprijs.

c) De schuldvordering van een jaar of langer zijn het onderwerp van waardeverminderingen indien hun realisatiewaarde op de sluitingsdatum van het boekjaar lager is dan hun nominale waarde. Hetzelfde geldt voor schuldvorderingen van klanten gevestigd in risicolanden, voor schuldvorderingen uitgedrukt in munten die gedevalueerd werden of waarvan de debiteur failliet is of wiens solvabiliteit verminderd is.

De waardeverminderingen kunnen niet behouden worden indien blijkt dat zij, op het einde van het boekjaar, hoger zijn dan de actuele schatting van het risico van de debiteurenverliezen. In dat geval worden de hervattingen van de waardeverminderingen vermeld in de resultatenrekening van het boekjaar.

De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast.

d) De thesauriebeleggingen worden geboekt volgens hun nominale waarde.

e) De beschikbare waarden worden geboekt volgens hun nominale waarde. De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast.

f) De over te brengen lasten en de gekochte produkten worden geschat volgens hun koopprijs. De schattingsregels voor vreemde munten worden op de transitorische posten toegepast.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 48, 19°, van het koninklijk besluit van 12 september 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1973 met betrekking tot de jaarrekeningen worden de door de overheid toegekende kapitaaltoelagen voor investeringen in vastleggingen ingeschreven in de rubriek « toelagen ».

Zij zijn het onderwerp van een jaarlijkse vermindering door aanwijzing op rubriek 4 G « andere financiële opbrengsten » naar het rythme van de overname van de amortisaties verbonden aan de vastleggingen voor de aanschaffing van dewelke zij verkregen werden en, in voorkomend geval, ten belope van het saldo indien deze vastleggingen opgezegd of buiten dienst gezet werden.

De exploitatietoelagen moeten vermeld worden volgens hun aard in rubriek « I.D. andere exploitatieopbrengsten » of in rubriek « IV.C andere financiële opbrengsten » indien zij financiële lasten moeten dekken.

§ 2. De provisies voor risico's en lasten maken het mogelijk grote herstellingen aan gebouwen en materieel, alsook juridische geschillen en lasten veroorzaakt door de pensioenen en brugpensioenen te voorzien.

Zij worden aangelegd om de verliezen of lasten waarvan de aard duidelijk vastgesteld is te dekken, maar die, op de afsluitingsdatum van het boekjaar, waarschijnlijk of zeker zijn, maar waarvan het bedrag slechts geschat kan worden.

Indien, op het einde van het boekjaar deze provisies hoger zijn dan de actuele raming van de te dekken bedragen, wordt het excedent ingeschreven als krediet in de resultatenrekening.

De uitgaven in verband met deze provisies worden bij voorrang gedekt door opnemings van deze.

§ 3. De schulden, die gespreid zijn over meer dan een jaar, worden vermeld aan hun nominale waarde. De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast; deze rekeningen worden aangepast overeenkomstig de inventaris.

§ 4. De schulden gespreid op een jaar of meer worden gerangschikt als :

A. schulden gespreid op meer dan een jaar en vervallend binnen het jaar bestaan uit leasing en terugbetalingen van leningen afgesloten bij kredietinstellingen;

B. financiële schulden waarvan de leningssaldi bij kredietinstellingen plaatsvinden;

C. handelsschulden die opgenomen worden volgens hun nominale waarde. De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast. Deze rekeningen worden aangepast overeenkomstig de inventaris;

D. op bestellingen ontvangen voorschotten die bestaan uit de werkelijke ontvangen of gefactureerde bedragen en die de in de contracten berekende wisselverplichtingen dekken;

E. fiscale lasten (BTW en bedrijfsvoorheffing), loonlasten (nettobezoldigingen van de maand december en provisie voor (vacantie)geld) of sociale lasten (R.S.Z.).

§ 5. Het aantal te betalen lasten wordt op de zelfde wijze berekend van boekjaar tot boekjaar. De schattingsregels voor vreemde munten worden op deze rekeningen toegepast. Deze rekeningen worden aangepast overeenkomstig de inventaris.

Art. 5. De verrichtingen in vreemde munten worden geboekt naar hun tegenwaarde in Belgisch geld tijdens de maand van de verrichting.

Voor de afsluiting van het boekjaar zijn de gebruikte wisselkoersen :

1. wat de schuldvorderingen betreft, de laatste koers van het boekjaar indien deze lager is dan de geboekte koers; zo niet wordt de nominale waarde niet gewijzigd;

2. wat de schulden betreft, de laatste koers van het boekjaar indien deze hoger is dan de geboekte koers; zo niet wordt de nominale waarde niet gewijzigd.

De marktprijs wordt gebruikt zowel voor de handelsverrichtingen als voor de financiële verrichtingen.

De biedkoers wordt gebruikt voor de activacomponenten terwijl het gedaan en bieden voor de passivacomponenten wordt gebruikt.

Art. 6. De Ministers van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling en van Begroting en Financiën zijn belast ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 oktober 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling,
Internationale Betrekkingen en Sport,

J.-P. GRAFE